

MEMORIAL  **Memorial**
DU des
Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogthums Luxemburg

Mardi, 24 mars 1908.

N^o 16.

Dienstag, 24. März 1908.

Loi du 17 mars 1908, ayant pour objet de modifier la fixation de la date des élections législatives de 1908.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 10 mars 1908, et celle du Conseil d'Etat du 11 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. L'art. 80 de la loi électorale du 5 mars 1884 est modifié comme suit pour les élections législatives de 1908 :

La date du deuxième mardi du mois de juin est remplacée par celle du dernier mardi du mois de mai.

Les députés élus à cette occasion n'entreront en fonctions qu'après le deuxième mardi du mois de juin.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Santa Margherita, le 17 mars 1908.

GUILLAUME.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Gesetz vom 17. März 1908, wodurch der Zeitpunkt für die Kammerwahlen von 1908 anders bestimmt wird.

Nir **Wilhelm**, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 10. März 1908, und derjenigen des Staatsrates vom 11. dess. Monats, wonach, eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Einzigster Artikel. Art. 80 des Wahlgesetzes vom 5. März 1884 ist für die Kammerwahlen von 1908 folgendermaßen abgeändert :

Das Datum vom zweiten Dienstag im Juni ist durch das vom letzten Dienstag im Mai ersetzt.

Die bei diesen Wahlen gewählten Abgeordneten werden jedoch erst nach dem zweiten Dienstag des Monats Juni ihr Mandat antreten.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „*Mémorial*“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Santa Margherita, den 17. März 1908.

Wilhelm.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.

Loi du 12 mars 1908, portant allocation d'une subvention de l'Etat de 125,000 fr., en faveur de la construction d'un pont sur la Moselle à Schengen.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 28 février 1908, et celle du Conseil d'Etat du 6 mars 1908, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à intervenir dans la dépense de construction d'un pont sur la Moselle à Schengen par une somme affective de 125,000 fr. Cette allocation est rattachée sous l'art. 111 bis au budget des dépenses pour 1908.

Art. 2. S'il était établi un péage et que le produit net, déduction faite des frais d'entretien, dépassât l'intérêt à 4 pCt. du capital fourni par la commune de Remerschen, l'excédent serait versé dans la caisse de l'Etat.

« Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Santa Margherita, le 12 mars 1908.

GUILLAUME.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Loi du 17 mars 1908, autorisant la cession gratuite d'une parcelle de pré dépendant du douaire curial d'Oberkorn.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Et la décision de la Chambre des députés

Gesetz vom 12. März 1908, wodurch von Staatswegen ein Beitrag von 125,000 Fr. zur Erbauung einer Brücke über die Mosel bei Schengen bewilligt wird.

Wir **Wilhelm**, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 28. Februar 1908, und derjenigen des Staatsrates vom 6. März 1908, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Die Regierung ist ermächtigt, eine Pauschalsumme von 125,000 Fr zu den Kosten der Erbauung einer Brücke zu Schengen beizutragen. Dieser Betrag wird im Ausgabenbudget von 1908 unter dem Artikel 111 bis, eingestellt.

Art. 2. Falls ein Brückenzoll erhoben wird, und dessen Reinertrag, nach Abzug der Unterhaltskosten, die Zinsen des von der Gemeinde Remerschen aufgebrachten Kapitals zu 4 pCt. übersteigt, fließt der Ueberschuß in die Staatskasse.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „*Mémorial*“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Santa Margherita, den 12. März 1908.

Wilhelm.

Der General-Direktor des Innern,
H. Kirpach.

Gesetz vom 17. März 1908, wodurch die unentgeltliche Abtretung einer zum Pfarrgut von Oberkorn gehörigen Wiesenparzelle gestattet wird.

Wir **Wilhelm**, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Kammer der

du 28 février dernier, et celle du Conseil d'Etat du 6 mars courant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. Est autorisée la cession, à titre gratuit, à l'administration communale de Differdange, d'une parcelle d'une contenance de 1 ares 80 centiares, à prendre dans un pré dépendant du douaire curial d'Oberkorn, situé section de ce nom, au lieu dit « In Zehrewiesen », inscrit au cadastre sub litt. C. n° 333, à charge par la dite commune d'affecter le terrain cédé à l'aménagement des dépendances de la nouvelle maison d'école à construire à Oberkorn.

Cette cession est affranchie de tous droits fiscaux.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Santa Margherita, le 17 mars 1908.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENASI.

GUILLAUME.

Loi du 20 mars 1908, concernant l'organisation de la justice de paix du canton d'Esch sur l'Alz.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 13 mars 1908 et celle du Conseil d'Etat du 16 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Par dérogation à l'art. 1^{er} de la loi du 18 février 1885, la justice de paix du canton d'Esch-sur-l'Alz comprendra deux juges de paix et deux suppléants.

Abgeordneten vom 28. Februar 1908, und derjenigen des Staatsrates vom 6. März et., wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziges Artikel. Die unentgeltliche Abtretung durch das Pfarrgut von Oberkorn an die Gemeinde-Verwaltung von Differdingen einer 4 Ares 50 Centiares messenden Parzelle, welche von einer auf dem Banne von Oberkorn, Sektion C, „In Zehrewiesen“, Nr. 353 des Katasters gelegenen Wiese zu entnehmen ist, wird gestattet, mit der Verpflichtung für die Gemeinde, auf dem abgetretenen Grundstück die Dependenzien des zu Oberkorn zu erbauenden neuen Schulgebäudes zu errichten.

Diese Abtretung geschieht frei von allen Fiskalgebühren.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz, in's „Mémorial“ eingerückt werde, um von Allen die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Santa Margherita, den 17. März 1908

Wilhelm.

Der General-Direktor
der Finanzen,
M. M o n g e n a s i.

Gesetz vom 20. März 1908, die Verfassung des Friedensgerichtes des Kantons Esch betreffend.

Wir **Wilhelm**, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 13. März 1908, und derjenigen des Staatsrates vom 16. desl. Mts., wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. In Abänderung des Art. I^{er} des Gesetzes vom 18. Februar 1885, soll das Personal des Friedensgerichtes des Kantons Esch a. d. Alz. aus zwei Friedensrichtern sowie zwei Ergänzungsrichtern bestehen.

Les juges se suppléeront réciproquement.

Les suppléants ne feront le service, conformément à l'art. 6, al. 4^e de la dite loi, qu'au défaut des deux titulaires.

Art. 2. Par dérogation à l'art. 8 de la même loi, la justice de paix d'Esch-sur-l'Alzette comprendra un greffier et un greffier-adjoint.

Le greffier-adjoint devra satisfaire aux conditions exprimées à l'art. 10, al. 1^{er}, de la loi du 18 février 1885. Il sera nommé par Nous sur deux listes doubles présentées l'une par le plus ancien des juges de paix et l'autre par le greffier.

Art. 3. Le traitement de chacun des deux juges est de 4825-5025 fr. ; celui du greffier-adjoint de 2800-3000 fr. par an.

Art. 4. Un règlement d'administration publique fixera l'ordre de service qui prévoira un roulement annuel tant pour les fonctions de juge que pour le service d'audience des greffiers.

Par dérogation à l'art. 5, al. 1^{er}, de la loi mentionnée ci-dessus, le Gouvernement instituera, sur l'avis de la Cour, des audiences dans des localités autres que le chef-lieu du canton.

Art. 5. Il est alloué au Gouvernement, aux fins de l'exécution de la présente loi, un crédit de 7625 fr., à rattacher à l'art. 16 du budget des dépenses pour 1908.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Santa Margherita, le 20 mars 1908.

Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EUSCHEN.

GUILLAUME.

Arrêté grand-ducal du 12 mars 1908, approuvant diverses modifications et ajoutés à l'annexe B du règlement d'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Die Richter ersetzen sich gegenseitig.

Die durch Art. 6, Abs. 1, obigen Gesetzes vorgesehene Amtsführung der Ergänzungsrichter tritt nur in Ermangelung der beiden Titulare ein.

Art. 2. In Abweichung von Art. 8 desselben Gesetzes, werden am Friedensgericht zu Esch a. d. Alz ein Gerichtsschreiber und ein Hilfsgerichtsschreiber angestellt.

Der Hilfsgerichtsschreiber hat den in Art. 10, Abs. 1 des Gesetzes vom 18. Februar 1885 vorgesehenen Bedingungen Genüge zu leisten. Derselbe wird durch Uns ernannt, nach zwei Doppel-listen, deren eine vom ältesten Friedensrichter, die andere vom Gerichtsschreiber aufgestellt wird.

Art. 3. Das Gehalt eines jeden der beiden Richter ist auf 4825—5025 Fr., dasjenige des Hilfsgerichtsschreibers auf 2800—3000 Fr. festgesetzt.

Art. 4. Ein öffentliches Verwaltungsreglement setzt die Dienstordnung fest, und zwar so, daß sowohl die beiden Richter, als auch die Gerichtsschreiber jährlich den Dienst wechseln.

In Abänderung des Art. 5, Abs. 1 obigen Gesetzes wird die Regierung, auf das Gutachten des Obergerichtshofes, Gerichtsfitzungen außerhalb des Kantonalhauptortes anordnen.

Art. 5. Zwecks Ausführung gegenwärtigen Gesetzes ist der Regierung ein Kredit von 7625 Fr. zur Verfügung gestellt, welcher dem Art. 16 des Ausgabenbudgets für 1908 beige-schrieben wird.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in das „Memorial“ eingerückt werde, um von Allen die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Santa Margherita, den 20. März 1908.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E y s c h e n.

Wilhelm.

Groß. Beschluß vom 12. März 1908, wodurch verschiedene Abänderungen und Ergänzungen der Anlage B zum Betriebsreglement (Verkehrsordnung) der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahnen) genehmigt werden.

Wir **Wilhelm**, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 7 du traité du 11 novembre 1902, approuvé par la loi du 3 avril 1903, concernant l'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg ;

Vu le règlement d'exploitation pour les dits chemins de fer approuvé par arrêté grand-ducal du 23 décembre 1899 ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 octobre 1904, portant approbation de diverses dispositions modificatives et complémentaires introduites dans le dit règlement d'exploitation ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des travaux publics et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Sont approuvées, sous le mérite des réserves insérées dans l'arrêté grand-ducal susvisé du 23 octobre 1904, les dispositions modificatives ci-après relatées, à introduire à l'annexe B du règlement d'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg :

I. In Nr. XIII werden die Worte „mit Papier ausgeklebte Fässer ersetzt durch : mit Papier ausgelegte Fässer.

II. In Nr. XXXII ;

1. Hinter Ziffer 3 wird eingeschaltet :

3a. Zu unschädlicher Beseitigung bestimmte tierische Stoffe (ganze Körper, Körperteile und Abfälle) sind bei Aufgabe in Wagenladungen in luft und wasserdichten eisernen Wagen zu befördern. Diese müssen mit Ventilen versehen sein, die bei zu hohem Drucke der sich entwickelnden Gase einem Aufreißen der Wagenwände vorbeugen.

2. Der Eingang der Ziffer 5 wird gefaßt :

5. Die Beförderung der vorstehend unter Ziffer 3, 3a und 4 nicht genannten Gegenstände usw. wie bisher.

3. Hinter Ziffer 8 wird eingeschaltet :

9. Nach denselben Vorschriften sind die zur Beförderung von Stoffen der Ziffer 3a verwendeten Wagen zu desinfizieren, und zwar : sofort nach der Entladung, wenn ihr Inhalt von Tieren herkam, die mit Rinderpest, Milzbrand, Tollwut, Holz- oder Maul- und Klauenseuche befallen waren, andernfalls alle 4 Wochen.

4. Die bisherigen Ziffern 9 und 10 erhalten die Bezeichnung 10 und 11.

III. In Nr. XXXVc :

1. Der mit „Ammon-Carbonit“ beginnende Absatz erhält folgende Fassung :

Ammon-Carbonit (Gemenge von Ammoniumsälpeier, höchstens 10 pCt. Kalisälpeier, Mehl, und 4 pCt. mit Kollodiumwolle gelatiniertem Nitroglyzerin).

Nach Einsicht des Art. 7 des Vertrages vom 11. November 1902, genehmigt durch Gesetz vom 3. April 1903, den Betrieb der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahnen betreffend ;

Nach Einsicht des durch Groß-Beschluß vom 23. Dezember 1899 genehmigten Betriebsreglements genannter Eisenbahnen ;

Nach Einsicht des Groß-Beschlusses vom 23. Oktober 1904, wodurch verschiedene Abänderungen und Zusätze des genannten Betriebsreglements genehmigt werden ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der öffentlichen Arbeiten und nach Beratung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Nachstehende Abänderungen der Anlage B zum Betriebsreglement (Verkehrsordnung) der Wilhelm-Luxemburg Eisenbahnen sind, unter Beachtung der in dem vorbezogenen Groß-Beschluß vom 23. Oktober 1904 enthaltenen Vorbehalte genehmigt :

2. Vor dem mit „Magnon-Sprengpulver“ beginnenden Absätze wird eingeschaltet:
Ammon-Nobelit (Gemenge von Ammoniaksalpeter mit Mehl, Ammonium-, Kalium- und Barium-Driflat, Kochsalz sowie höchstens 4 pCt. Nitroglycerin).

3. Hinter dem mit „Gesteins Westfalit C“ beginnenden Absätze wird eingefügt:
Natronwestfalit (Gemenge aus Ammoniaksalpeter, Pflanzenmehl, Kohlenwasserstoffen, mindestens 16 pCt. neutralen Salzen, z. B. Alkalichloriden, ferner aus Nitronaphthalin, höchstens 1 pCt. Kollodiumwolle, aus Nitrotoluolen — und zwar höchstens 20 pCt. Dinitrotoluol oder Mono- und Dinitrotoluol oder höchstens 13 pCt. Trinitrotoluol, dieses auch mit Zusatz anderer Nitrotoluole bis zu 20 pCt. der Gesamtmenge — und endlich aus höchstens 10 pCt. Baryt-, Kali- oder Natronsalpeter oder aus höchstens 10 pCt. von Mischungen dieser Salpeterarten oder, bei gleichzeitigem Gehalt an Trinitrotoluol, aus höchstens 5 pCt. dieser Stoffe)

Art. 2. Notre Directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Santa Margherita, le 12 mars 1908.

Le Directeur général
des travaux publics,
Ch. DE WAHA.

G U I L L A U M E.

Art. 2. Unser General-Direktor der öffentlichen Arbeiten ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt

Santa Margherita, den 12. März 1908.

Der General-Direktor der
öffentlichen Arbeiten,
K. d e W a h a.

W i l h e l m.

Bekanntmachung.

In Gemäßheit des Schlußabsatzes der Vereinbarung vom 30. Juni 1893 (Memorial S. 323), erleichternde Vorschriften für den Eisenbahnverkehr zwischen Luxemburg und Deutschland betreffend, kommen die durch vorstehenden Beschluß genehmigten Abänderungen und Ergänzungen der Anlage B zum Betriebsreglement (Verkehrsordnung) auch im luxemburgisch-deutschen Wechselverkehr zur Anwendung.

Luxemburg, den 18. März 1908

Der General-Direktor der öffentlichen Arbeiten,
K. d e W a h a.

Avis. — Succession en déshérence.

En suite d'une requête adressée au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, par M. le directeur de l'Enregistrement et des Domaines, agissant pour et au nom de M. le Directeur général des finances représentant l'Etat grand-ducal, le dit tribunal a, par jugement du 7 février 1908, ordonne l'envoi en possession au profit de l'Etat de la succession délaissée de la dame Marie Frisch, veuve de Guillaume Croos, en son vivant sans état, demeurant à Hesperange, décédée à l'hospice du Rhain à Luxembourg, le 8 septembre 1900; autorise l'Etat, poursuites et diligences de M. le directeur de l'Enregistrement et des Domaines.

Bekanntmachung. — Erbenlose Nachlassenschaft.

Gemäß Antrag an das Bezirksgericht zu Luxemburg, gestellt durch den Hrn. Direktor der Einregistrierungs- und Domänenverwaltung, handelnd für und im Namen des Hrn. Generaldirektors der Finanzen als Vertreter des Großh. Staates, hat besagtes Gericht, durch Urteil vom 7 Februar 1908, die Einweisung des Staates in den Besitz der Nachlassenschaft der im Almhospiz zu Luxemburg, am 8. September 1900 verstorbenen Frau Marie Frisch, Witwe von Wilhelm Croos, zeitlebens ohne Stand, wohnhaft zu Hesperingen, verfügt, und den Staat ermächtigt, auf Ansuchen und Betreiben des Hrn. Direktors der Einregistrierungs- und Domänenverwaltung:

1° à faire inventaire dans le cas où le curateur n'aurait pas procédé à cette formalité suivant les prescriptions légales ;

2° à vendre dans les formes ordinaires, le mobilier pouvant dépendre de la succession et à procéder au recouvrement des dépôts et créances encore redus, pour les fonds en provenant servir à l'acquittement des créances passives non encore payées ;

3° à vendre les immeubles dans les formes prescrites pour la vente d'immeubles dépendant de successions bénéficiaires, par le ministère de M^e Crocius, notaire à Luxembourg, que le tribunal commet à cette fin ;

4° à faire procéder aux devoirs de publication nécessités en pareille matière.

Luxembourg, le 19 mars 1908.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,*
EYSCHEN.

Avis. — Timbre.

Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur de l'enregistrement des actes civils et du timbre à Luxembourg, le 20 mars 1908, vol. 53 art. 25, que la société en commandite par actions « Paul Wurth & C^e » à Hollerich-lez-Luxembourg, a acquitté les droits de timbre à raison de 1500 actions de 1000 fr. chacune, portant les n^{os} 1 à 1500 inclusivement et émises pendant le premier trimestre 1908.

La présente publication est destinée à satisfaire à la disposition de l'art. 5 de la loi du 25 janvier 1872.

Luxembourg, le 21 mars 1908.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Foires.

Par arrêté grand ducal du 12 mars ct., est autorisé l'établissement

à *Rambrouch*, d'une cinquième foire, à tenir le premier lundi de décembre ;

à *Mersch*, d'une douzième foire, à tenir le quatrième lundi de décembre.

1. Inventar aufzunehmen, falls der Kurator dieser Vorschrift gemäß den gesetzlichen Bestimmungen noch nicht nachgekommen ist ;

2. die von der genannten Nachlassenschaft herrührenden Mobilargegenstände zu verkaufen, sowie die etwa noch ausstehenden Depositionsgelder und Guthaben zwecks Zahlung der noch nicht befallenen Schuldforderungen beizutreiben ;

3. durch das Amt des hierzu vom Gericht bestellten Notars Hrn. Crocius aus Luxemburg die Immobilien, in den für den Verkauf der von Benefiziarerbschaften herkommenden Immobilien vorgeschriebenen Formen, zu veräußern ;

4. die nötigen Bekanntmachungen vornehmen zu lassen.

Luxembourg, den 19 März 1908.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Bekanntmachung — Stempel.

Aus einer vom Einregistrierungs-Einnehmer der Civil-Akten zu Luxemburg unterm 20. März 1908, Band 55 Art. 25 ausgestellten Quittung erhellt, daß die Commandit-Aktien-Gesellschaft „Paul Wirth & Co.“ zu Luxemburg-Hollerich die Stempelgebühren entrichtet hat für 1500 Aktien, jede zu 1000 Fr., welche die Nummern 1 bis 1500 einschließlich tragen und während des ersten Vierteljahres 1908 zur Ausgabe gelangt sind.

Gegenwärtige Bekanntmachung soll der Bestimmung im Art. 5 des Gesetzes vom 25. Februar 1872 Genüge leisten.

Luxembourg, den 21. März 1908.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. Mongenast.

Bekanntmachung. — Jahrmärkte.

Durch Großh. Beschluß vom 12. ds. Mtß. ist

in *Nambrouch* ein fünfter Jahrmarkt... am ersten Montag im Dezember, und

in *Mersch* ein zwölfter Jahrmarkt, am vierten Montag im Dezember, eingesetzt worden.

Le même arrêté fixe les trois foires de *Baschape* aux premiers lundis de mars et d'octobre et resp. au mardi avant la Pentecôte; celle de *Heinerscheid* est fixée au deuxième lund de mars.

Luxembourg, le 18 mars 1908.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Associations syndicales.

Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 janvier 1900., les sociétés ci-après désignées ont déposé au secrétariat de la commune où se trouve établi le siège social, l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé, ainsi qu'une liste indiquant les noms, professions et domicile des administrateurs et de tous les associés, à savoir: les sociétés locales agricoles de Bous, Buderscheid, Eivange (Burmerange), Erpeldange (Bous), Esch-sur-Sûre, Hollerich, Hostert (Folschette), Kahler, Merl, Rolling-Assel, Trintange, Waldbredimus.

Luxembourg, le 18 mars 1908.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Assurances.

Par arrêté grand-ducal du 30 janvier dern' er la compagnie d'assurance « Oberrheinische Versicherungsgesellschaft », établie à Mannheim, a été autorisée à faire dans le Grand-Duché des opérations se rapportant aux branches d'assurances ci-après: a) accidents de transport y compris la responsabilité civile, b) le bris de glaces et c) le vol.

Cette compagnie a déposé dans la caisse de l'État le cautionnement prescrit.

M. Adrien de la *Fontaine* à Luxembourg a été agréé comme agent général de la compagnie dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Luxembourg, le 18 mars 1908.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

Durch denselben Beschluß sind die drei in Niederkerfchen bestehenden Jahrmärkte auf den ersten Montag im März und im Oktober bezw. auf den Dienstag vor Pfingsten, derjenige von Heinerscheid auf den zweiten Montag im März verlegt worden.

Luxemburg, den 18. März 1908.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 2 des Gesetzes vom 27. Januar 1900, haben nachstehende Genossenschaften auf dem Sekretariat der Gemeinde, in welcher sich ihr Sitz befindet, ein Duplikat der einregistrierten Privat-urkunde nebst einem Verzeichnis hinterlegt, welches Namen, Stand und Wohnort der Verwaltungsräte, sowie sämtlicher Mitglieder enthält: die landwirtschaftlichen Lokalvereine von Bous, Buderscheid, Eivangen (Burmeringen), Erpeldingen (Bous), Esch a. d. Sauer, Hollerich, Hostert (Folscheid), Kahler, Merl, Rolling-Assel, Trintingen, Waldbredimus.

Luxemburg, den 18. März 1908.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.

Bekanntmachung. — Versicherungswesen.

Durch Großh. Beschluß vom 30. Januar lehtin ist die Versicherungs-Gesellschaft „Oberrheinische Versicherungs-Gesellschaft“ mit dem Sitze zu Mannheim, ermächtigt worden im Großherzogtum Geschäfte in den Branchen a) Transport-Unfall-Versicherung incl. Haftpflicht, b) Glasversicherung, und c) Einbruchs-Diebstahl-Versicherung, abzuschließen.

Genannte Gesellschaft hat die gesetzliche Kaution in die Staatskasse hinterlegt.

Hr. Adrian de la *Fontaine* zu Luxemburg ist als Haupt-Agent der Gesellschaft für das Großherzogtum Luxemburg bestätigt worden.

Luxemburg, den 23. März 1908.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.